

Conférence du Groupe des Travailleurs du CESE

'Le Revenu minimum européen'

DISCOURS

de

M. Luca JAHIER

Président du Groupe III "Activités diverses"

du Comité économique et social européen

12 février 2015

Seul le texte prononcé fait foi

Check Against Delivery

Chers collègues, chers amis:

- Je voudrais remercier mon ami, Georges pour cette invitation d'intervenir à ce sujet – avec Georges et le Groupe des Travailleurs du CESE, nous avons souvent une approche et un raisonnement communs, qui facilitent largement notre travail!
- Je voudrais commencer mon intervention par une référence à un discours prononcé en septembre 2014 à l'Université de KU Leuven, par l'ancien Président du Conseil européen, M. van Rompuy;
- Lors de son intervention au sujet 'La Dimension Sociale de l'UE', M. van Rompuy a déclaré que l'ultime objectif de toute entreprise politique, est le progrès humain et social;
- L'ancien Président a développé son argumentation, disant que dans le passé, c'était clairement les Etats membres qui étaient les seuls responsables pour les politiques d'emploi et de protection sociale de leurs citoyens;
- C'est peut-être ainsi qu'on peut expliquer le fait que malgré l'adoption en 1992 par le Conseil, d'une Recommandation pour des critères communs pour la définition des ressources suffisantes et d'assistance sociale, la mise en œuvre de cette Recommandation a été très limitée;
- Egalement, malgré la Recommandation de la CE en 2008 sur 'l'Inclusion sociale', la mise en œuvre de cette Recommandation a aussi été faible;
- Néanmoins, comme stipulé par M. van Rompuy lors de son discours à Leuven, les attentes et le rôle de l'UE sont maintenant changés;
- Commençons par l'Article 3 de Traité sur l'UE, qui déclare que l'UE doit trouver un équilibre entre l'efficacité économique, l'équité et la cohésion sociale et territoriale, et passons aux Conclusions du Conseil de juin 2014, qui stipulent que le deuxième pilier de l'UE est "*Une Union qui donne à tous ses citoyens les moyens de réaliser leurs aspirations et d'assurer leur protection... (une Union) qui contribue à ce que toutes nos sociétés disposent de leurs filets de sécurité pour accompagner le changement et remédier aux inégalités: grâce à des systèmes de protection sociale efficaces et équitables et prêts pour l'avenir*";
- Ainsi, nous avons véritablement progressés beaucoup;
- Sans aucune doute la crise et le fait que nous avons maintenant presque 25% de la population européenne qui sont à risque de pauvreté et d'exclusion sociale, dans un sens, 'jouent' en notre faveur...

- Chers amis, selon Eurostat et ses calculs de janvier 2015, les quatre pays européens où il existe les taux les plus bas de risque de pauvreté et d'exclusion sociale sont les Pays-Bas, la Finlande, la Suède et la République Tchèque;
- C'est-à-dire, les pays ou les systèmes de sécurité sociale sont bien avancés par rapport à la Grèce, où 36% de la population est à risque de pauvreté, ou l'Italie (28%);
- Comme exprimé par les intervenants précédents, il y a des très grandes différences entre les conceptions et la mise en œuvre des dispositifs de revenu minimum parmi les Etats européens, même si il existe une convergence sur leur nécessité en tant que dernières sources de protection sociale, particulièrement pendant ces longues années de crise;
- Et effectivement, les pays qui ont les meilleurs systèmes de protection sociale sont aussi les plus compétitifs et prospères;

- Il est aussi vrai que l'existence d'un revenu minimal, même au niveau national, pose des défis, soit pour sa couverture, les coûts impliqués, l'efficacité de sa mise en œuvre, et évidemment le plus pauvre le pays, les plus difficile d'introduire de telles mesures;
 - Dans cette perspective, je soutiens totalement l'idée de la Plateforme pour un revenu minimum européen (European Minimum Income Network) et de la Plateforme sociale (Social Platform), pour une amélioration de la coopération européenne dans ce domaine, soit dans la forme d'une Directive européenne (EU Framework Directive), soit à travers la méthode ouverte de coordination;
 - Et bien sûr, il faut toujours être prêt à innover – prenons comme exemple la proposition récente du Ministre de l'Emploi et des Affaires Sociales italien, qui propose de lier la distribution d'un revenu minimum italien au service volontaire à l'Etat, par les bénéficiaires;
 - Une chose est certaine, avec l'Euroscepticisme d'aujourd'hui, les populations européennes, les citoyens ont besoin de sentir que l'Europe vient à leur aide, les protège et renforce la solidarité européenne.
-
- Néanmoins, il y a plusieurs façons de promouvoir cette Europe sociale, pas seulement à travers un revenu minimum européen;
 - C'est un sujet que j'ai longuement étudié, notamment quand j'étais rapporteur pour un avis du CESE sur la Dimension sociale de l'UEM;
 - Parmi les recommandations qui ont été faites, était l'idée de créer un système européen d'éducation pour les travailleurs sans emploi. Inspiré par des exemples positifs en Suède et des programmes de formation en Allemagne et en Autriche, l'objectif serait d'offrir aux chômeurs la possibilité d'un programme d'éducation de deux ans qui serait reconnu à travers l'Europe. Ceci donnerait des qualifications et de l'espoir pour un futur travail;
 - Deuxièmement, je voudrais insister sur le sujet de l'innovation, spécialement l'innovation sociale, comme instrument de cohésion sociale et de protection sociale en Europe;
 - C'est un sujet que dans le Groupe des Activités diverses nous avons consacré beaucoup de travail et de réflexion, notamment dans le cadre d'une grande conférence en octobre 2014, au sujet 'Promouvoir l'innovation pour un impact social plus efficace', un événement qui s'est focalisé sur le rôle de l'innovation sociale dans la protection sociale et qui a eu comme résultat concret, la Déclaration de Milan;
 - Dans un contexte marqué par de complexes enjeux de société, des mutations économiques et les contrecoups de la crise, un paysage social nouveau et fragile a émergé en Europe, faisant clairement ressortir la nécessité d'un changement de paradigme pour passer d'une stratégie axée exclusivement sur l'emploi et la croissance à une stratégie rétablissant une approche plus sociale et accordant toute sa place à la société du bien-être;
 - La pression qui pèse actuellement sur les systèmes publics de protection sociale a d'ores et déjà motivé la recherche de nouvelles formes innovantes d'organisation pour le financement et la fourniture de prestations et de services dans divers contextes (sectoriels, régionaux et nationaux);
 - Lors de notre Déclaration de Milan, nous avons réaffirmé qu'il n'existe pas de modèle européen unique de système de protection sociale;
 - Nous avons conclu que même si il incombe au final à l'État et aux pouvoirs publics au sens large de garantir l'accès équitable et universel des citoyens à un niveau élevé de protection

sociale, il faut quand même reconnaître que les systèmes de protection sociale doivent être réformés et modernisés dans tous les États membres de l'Union;

- Même si le système de prévoyance sociale existant demeure relativement performant et permet de répondre aux besoins de la population en général, il peut peiner à fournir une aide efficace et sur mesure aux citoyens, notamment aux personnes marginalisées, ce qui nécessite des mesures d'innovation sociale;
- Supprimer les obstacles à l'innovation et à l'expérimentation sociale de façon à établir un environnement et une culture propices à l'innovation sont la priorité. Suivre étroitement les effets, la transférabilité et les contributions des nouveaux partenariats au sens large, tout en reconnaissant et en soutenant les rôles spécifiques des différents acteurs (fondations, coopératives, associations, mutuelles, caisses d'assurance, PME et d'autres entreprises et bailleurs de fonds privés, etc.) en tant qu'interlocuteurs et que prestataires de services;
- Mesdames et Messieurs, ces derniers six ans, l'Europe a fait face à une crise économique et sociale la plus importante depuis deux générations. Les citoyens et l'Europe elle-même, ont besoin d'une Europe plus sociale, plus solidaire, plus humaine, pour faire face à la pauvreté et les insécurités croissantes;
- Un revenu minimal européen est une solution possible, mais une parmi d'autres et c'est dans cette optique que nous devons faire face: avec créativité, innovation, détermination et optimisme.